

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3729

5 décembre 2014

SOMMAIRE

AESI II Holding (Lux) S.à r.l.	178980	Matijal Conseil	178948
A & H Services SA	178958	MDS Participations	178947
Asco Holding S.A.	178946	Mediasphere Luxembourg S.à r.l.	178955
Burgplatz S.à r.l.	178949	Médic.R.H. S.à r.l.	178953
Ceeref S.A.	178948	Meluna Investments S.à r.l.	178953
C. Karp-Kneip Matériaux S.A.	178949	M.E. Maintenance & Parts S.A.	178952
Corum Fund	178963	Merus Labs Luxco S.à r.l.	178954
Eurofins Special Nutrition Testing LUX Holding	178992	Metro International S.A.	178963
Fidocom S.A.	178992	Mezzaninvest	178954
HECF Luxembourg Master 3 S.à r.l.	178946	MHS Finance S.à r.l.	178954
HECF Luxembourg Master 4 S.à r.l.	178946	Milliken International Inc S.à r.l.	178955
HECF Marienstrasse S.à r.l.	178992	Miranda Global Management S.A.	178955
LFPI Property S.à r.l.	178951	Miroiterie Origer S.A.	178953
Lireto Invest S.A.	178951	Mobistar Lux Branch	178946
Lrlux	178951	Mobistar Lux Branch	178946
Lucid S.A.	178950	Mongolia Opportunity S.A.	178951
Lux Services Bureau	178950	Moventum Holdings S.A.	178952
Lux Water S.A.	178950	MPCS S.à r.l.	178963
Lynch Batailley S.A. SPF	178949	Multi Alternatif Alpha	178948
Lyuba S.A.	178950	O&Z Center	178955
Madachs S.à r.l.	178947	Persilore S.à r.l.	178960
Magellan Equity Investments S.à r.l.	178952	RollOut Group S.A.	178960
Mainstream Shipping S.A.	178953	Rw Wentworth	178990
Marly Properties S.A.	178952	Servus Group HoldCo S.à r.l.	178956
Martins Autoelectric S.A.	178947	Sopawa S.à r.l.	178949

HECF Luxembourg Master 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 130.005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Isabelle Pairon.

Référence de publication: 2014175385/10.

(140200659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

HECF Luxembourg Master 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 151.632.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Isabelle Pairon.

Référence de publication: 2014175386/10.

(140200658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Mobistar Lux Branch, Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 8, p/a Z.A.I. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 159.769.

Les comptes annuels de l'établissement principal «Mobistar» dans lesquels sont inclus les comptes de sa succursale luxembourgeoise «Mobistar Lux Branch» au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014179304/11.

(140206121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Mobistar Lux Branch, Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 8, p/a Z.A.I. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 159.769.

Les comptes annuels de l'établissement principal «Mobistar» dans lesquels sont inclus les comptes de sa succursale luxembourgeoise «Mobistar Lux Branch» au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014179305/11.

(140206123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Asco Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 53.496.

Par la présente, nous vous informons de notre démission du poste d'Administrateur de la Société.

Notre démission prendra effet le 13 Novembre 2014.

Luxembourg, le 13 Octobre 2014.

TCG Gestion SA

Signature

Référence de publication: 2014177366/12.

(140203638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Madachs S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 165.922.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014179278/10.

(140205637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Martins Autoelectric S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4930 Bascharage, 150, boulevard J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 91.803.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MS GESTION SA
Bureau Comptable et Fiscal
14 avenue de la Gare
L-9233 DIEKIRCH

Référence de publication: 2014179292/13.

(140206014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

MDS Participations, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 93.231.

EXTRAIT

Il résulte:

- d'une convention de cession de parts sous seing privé du 07/04/2014 entre la société GOUDSMIT & TANG MANAGEMENT COMPANY Sàrl, siégeant au 25A Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg RCS B41819 et la société CALUXA S.à.r.l, siégeant au 7 Val Sainte Croix L-1371 Luxembourg RCS B105139

Depuis le 07/04/2014, les associés de la société MDS PARTICIPATIONS sont composés comme suit:

- GOUDSMIT & TANG MANAGEMENT Company Sàrl,

Enregistrée au Luxembourg RCS B41819

siégeant 25A, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, Luxembourg 29.000 parts sociales

- CPM-GTL Sàrl,

Enregistrée au Luxembourg RCS B151859

siégeant 25A, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, Luxembourg 29.000 parts sociales

- BASH, VREUGNE & ASSOCIES S.A.,

Enregistrée au Luxembourg RCS B87833

siégeant 25A, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, Luxembourg 24.000 parts sociales

- TOPAZE IMMOBILIER Sàrl,

Enregistrée au Luxembourg RCS B154868

siégeant 25A, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, Luxembourg 12.000 parts sociales

- CALUXA Sàrl,

Enregistrée au Luxembourg RCS B105139

siégeant 7, Val Sainte Croix L-1371 Luxembourg, Luxembourg 12.000 parts sociales

TOTAL 106.000 parts sociales

(106.000 parts sociales d'une valeur nominale de 1,-€ chacune soit un capital de 106.000,- €.)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014179300/31.

(140205904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Matijal Conseil, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3321 Berchem, 10, rue de la Montée.
R.C.S. Luxembourg B 88.819.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'administration

Référence de publication: 2014179296/10.

(140205373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Ceeref S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 117.764.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 13 novembre 2014

Nomination de Madame Tanja PETROCNIK, née le 14/11/1963 à Domzale, Slovénie et demeurant au 9, Dunajska, 1000 Ljubljana, Slovénie, au poste de délégué à la gestion journalière pour une durée indéterminée.

Nomination du Président du Conseil d'Administration suivant:

- Mr. Igor LAH, né le 06/10/1965 à Ljubljana (Slovenie) et demeurant au 150, Podutiska cesta, 1000 Ljubljana, Slovenie.

Son mandat arrivera à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle de 2019.

Pour: CEEREF S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014183260/17.

(140206720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Multi Alternatif Alpha, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 114.319.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue à Luxembourg, le 30 octobre 2014:

- L'assemblée décide de nommer Monsieur Michael Sofaer en tant qu'administrateur, pour une période se terminant avec l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015.

- L'assemblée décide de nommer, pour une période d'un an se terminant avec l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015, les mandats des administrateurs suivants:

* Monsieur Alexandre COL

* Monsieur Geoffroy LINARD De GUERTECHIN

* Monsieur Sylvain RODITI

- L'assemblée décide de nommer DELOITTE Audit S.à r.l., en qualité de réviseur d'entreprises agréé, pour une période se terminant avec l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2015.

A l'issue de l'assemblée générale ordinaire, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

Administrateurs:

- Monsieur Alexandre COL, 18, rue de Hesse, CH -1204 GENEVE

- Monsieur Geoffroy LINARD de GUERTECHIN, 20, Boulevard Emmanuel Servais, L - 2535 Luxembourg

- Monsieur Sylvain RODITI, 5, cours-de-rive, CH - 1204 GENEVE

- Monsieur Michael Sofaer, 13th Floor, Onfem Tower, 29 Wyndham Street, 8525 Central Hong Kong

Réviseur d'Entreprises Agréé:

DELOITTE Audit S.à r.l., ayant son siège social à L - 2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014179310/27.

(140205290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Sopawa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5695 Emerange, 11, rue d'Elvange.
R.C.S. Luxembourg B 73.260.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SOPAWA S.à r.l.

Société à responsabilité limitée
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014178855/12.

(140204607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Lynch Batailley S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 38.528.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Jean Wagener
Le mandataire

Référence de publication: 2014183613/13.

(140206286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Buurgplaatz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 17.215,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 158.944.

Il est à noter la nouvelle adresse de l'Associé Unique de la Société, STICHTING VAALSERBERG comme suit:
- Herikerbergweg 238, Luna Arena, 1101CM Zuidoost Amsterdam, the Netherlands.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BUURGPLAATZ S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.
Gérant

Référence de publication: 2014183217/14.

(140206489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

C. Karp-Kneip Matériaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1524 Luxembourg, 14, rue Michel Flammang.
R.C.S. Luxembourg B 25.352.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée Extraordinaire tenue en date du 17 Juillet 2014:

Le remplacement de H.R.T. Révision S.A. avec siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 STASSEN en tant que Réviseur D'entreprises,

On été nommé:

BDO Audit avec siège social au 2 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg est nommé Réviseur d'entreprises jusqu'à l'assemblée générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014183219/15.

(140206773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Lyuba S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 107.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014183614/9.

(140206611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Lux Services Bureau, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8366 Hagen, 3, Cité Pierre Braun.
R.C.S. Luxembourg B 144.398.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CRAHAY Yves
Gérant

Référence de publication: 2014183608/11.

(140206431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Lux Water S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 122.486.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société tenue extraordinairement le 26 septembre 2014 que:

- M. Pierre GRITTI a démissionné de son mandat d'administrateur avec effet immédiat.
- Mme Geneviève BLAUEN-ARENDT, administrateur de sociétés, née le 26 septembre 1962 à Arlon (Belgique), avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, a été nommée à la fonction d'administrateur de la Société en remplacement de M. Fernand HEIM, démissionnaire, avec effet immédiat. Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2018.

Pour extrait conforme
SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014183609/16.

(140206781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Lucid S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8378 Kleinbettingen, 26A, rue de Kahler.
R.C.S. Luxembourg B 166.781.

Rectificatif du dépôt du 19 novembre 2014 avec le numéro L140205263

Extrait du procès-verbal de la décision prise par l'actionnaire unique en date du 18 novembre 2014

L'actionnaire unique a décidé de révoquer avec effet immédiat

- Monsieur José Da Costa comme administrateur de catégorie A
et de nommer avec effet immédiat
- Monsieur Marc Wagner, promoteur, établi professionnellement à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains comme administrateur de catégorie A
- Monsieur Christophe Bourguignon, indépendant, demeurant à L-9361 Brandenbourg, 3 rue Kepp comme administrateur de catégorie B

Les mandats expireront lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2019.

Signature.

Référence de publication: 2014183607/18.

(140206172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Lireto Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 98.464.

—
Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 17 novembre 2014

- le siège social de la Société est transféré du 5, rue Alphonse Weicker L-2721 au 6, rue Jean Monnet L-2180 Luxembourg avec effet au 15 octobre 2014

Référence de publication: 2014183603/10.

(140206198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Lrlux, Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 160.219.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Référence de publication: 2014183605/10.

(140206625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

LFPI Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 134.639.

—
Extrait des décisions prises par le conseil de gérance en date du 12 novembre 2014

Le siège social a été transféré au 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour LFPI Property S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014183599/13.

(140206114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Mongolia Opportunity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 10, boulevard de la foire.

R.C.S. Luxembourg B 149.991.

—
Extrait des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire à Luxembourg le 19 novembre 2014

Acceptation de la démission de Monsieur Leonardo CAPUTI, et de Monsieur Yang LI de leur fonction d'administrateur avec effet à ce jour.

Acceptation de la démission de Monsieur Massimo SONCINI de sa fonction d'administrateur-Président avec effet à ce jour.

Nomination de Monsieur Luigi FUSCO, domicilié au 30, via Francesco Caracciolo, 00192 Rome, Italie, en qualité d'administrateur unique.

L'Administrateur unique est nommé pour un mandat d'une durée de six ans.

Transfert du siège social de la société du 24, rue Astrid, L-1143 Luxembourg au 10, boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Pour Mongolia Opportunity S.A.

Fiduciary Tucci & Partners SA

Référence de publication: 2014183626/21.

(140206342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Magellan Equity Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 164.076.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Référence de publication: 2014183617/10.

(140206011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

M.E. Maintenance & Parts S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3378 Livange, Z.I. rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 84.897.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014183615/10.

(140207068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Moventum Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 124.292.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale annuelle de la Société tenue en date du 2 Juillet 2014

En date du 2 Juillet 2014, l'assemblée générale annuelle de la Société a pris la Résolution suivante:

De renouveler le mandat de DELOITTE AUDIT, personne chargée du contrôle des comptes jusqu'à l'Assemblée qui se tiendra en l'année 2015:

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 Novembre 2014.

Moventum Holdings S.A.

Référence de publication: 2014183630/14.

(140206527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Marly Properties S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 96.383.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 6 novembre 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième section, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société:

- Société anonyme MARLY PROPERTIES SA, dont le siège social à L-2324 Luxembourg, 6, Avenue Pescatore, a été dénoncé en date du 15 juillet 2010, (N° R.C.S.B96383)

Le même jugement a nommé Juge-Commissaire Madame Anita LECUIT, juge au tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et désigné comme liquidateur Maître Emilie MELLINGER, avocat, demeurant à L-4170 Esch-sur-Alzette, 24, Bd Kennedy.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 27 novembre 2014 au greffe du Tribunal de commerce.

Pour extrait conforme

Emilie MELLINGER

Le liquidateur

Référence de publication: 2014183633/20.

(140206972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Médic.R.H. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 138.987.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014183616/9.

(140206100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Mainstream Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 169.617.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014183618/10.

(140206407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Meluna Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 112.467.

Veillez prendre note que l'associée unique Citigroup Venture Capital International Bio-fuel, L.P. a changé sa dénomination en BACH BIO-FUEL, L.P., avec effet au 27 novembre 2013.

Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour MELUNA INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014183640/13.

(140206614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Miroiterie Origer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9122 Schieren, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 92.678.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 29 septembre 2014 à 10.00 heures

L'assemblée générale renouvelle jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2020 les mandats des administrateurs suivants:

Monsieur Raoul ORIGER, administrateur et administrateur-délégué, né à Ettelbruck (L) le 07.11.1966, demeurant à L - 7758 Birtrange, Moulin de Schieren

Madame Brigitte GRUBER, administrateur, née à Diekirch (L) le 08.07.1944, demeurant à L - 7758 Birtrange, Moulin de Schieren

Monsieur Georges ORIGER, administrateur, né à Ettelbruck (L) le 09.05.1968, demeurant à L - 9214 Schieren, 32, Rue Lehberg

Le mandat du commissaire aux comptes la société FIRELUX S.A., inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 84 589, avec siège à L - 9053 Ettelbruck, 45, Avenue J.F. Kennedy, est également renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2020.

Pour extrait sincère et conforme

Un administrateur

Référence de publication: 2014183650/22.

(140206593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Merus Labs Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 170.130.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch/Alzette agissant en remplacement de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 27 août 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014183624/12.

(140207074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Mezzaninvest, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 152.330.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de MEZZANINVEST S.A., tenue le 14 juillet 2014

Il a été décidé ce qui suit:

- Suite à la décision du Conseil d'Administration du 22/08/2013 opérant avec effet au 25/08/2013, l'Assemblée décide de ratifier la nomination par cooptation de Monsieur Nicolas Hamel comme nouvel Administrateur de la société en remplacement de Madame Natacha Kolodziej-Steuermann.

Pour extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014183641/15.

(140206578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

MHS Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 129.600.

Extrait des résolutions de l'associé unique

Suite à la démission de Madame Sylvie Lexa en sa qualité de Gérant de la Société et suite aux résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 19 novembre 2014, il a été décidé de nommer Mr. Kamran Abbas-Vahid né le 15 juin 1973 à Neuilly-sur-Seine (France), et résidant professionnellement au 6A route de Trèves, L- 2633 Senningerberg, en tant que Gérant de la Société en remplacement du Gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

Le Conseil de Gérance de la Société se compose désormais comme suit:

- M. Adrian Braimer-Jones, et
- M. Grégory Noyen, et
- M. Kamran Abbas-Vahid

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

Further to the resignation of Ms. Sylvie Lexa as Manager of the Company and further to the resolutions of the sole shareholder of the Company dated 19 November 2014, it has been decided to appoint Mr. Kamran Abbas-Vahid, born on the 15th June 1973 in Neuilly-sur-Seine (France) and residing professionally at 6A route de Trèves, L- 2633 Senningerberg, as Manager of the Company in place of the resigning Manager for an indefinite period.

The Board of Managers of the Company is now composed as follows:

- Mr. Adrian Braimer-Jones, and
- Mr. Grégory Noyen
- Mr. Kamran Abbas-Vahid.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014183644/27.

(140207023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Milliken International Inc S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 22.568,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 147.248.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Référence de publication: 2014183625/10.

(140206841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Mediasphere Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 171.409.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014183621/10.

(140206333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

O&Z Center, Société Anonyme.

Siège social: L-9907 Troisvierges, 9, rue d'Asselborn.
R.C.S. Luxembourg B 161.220.

Il résulte du procès-verbal du conseil d'administration de la société tenu Le 19/11/2014

01 L'intégralité du capital social est représentée.

02 Démission de H.M. -CONSULT SARL de son poste de commissaire aux comptes.

03 Nomination de Monsieur Ferhat CAYIR, né le 18.05.1988, demeurant à 27A Rue de Balmoral à 4845 SART-LEZ-SPA au poste de commissaire aux comptes

Zeynep CAYIR

Administrateur délégué

Référence de publication: 2014183671/14.

(140206164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Miranda Global Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 26, Boulevard Grande Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 156.761.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 6 novembre 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- la société anonyme MIRANDA GLOBAL MANAGEMENT SA (RCS B156761) avec siège social à L-1330 Luxembourg, 26, boulevard Grande-Duchesse Charlotte de fait inconnue à cette adresse.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Anita LECUIT juge et liquidateur Maître Stéphanie STAROWICZ, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire leur déclaration de créances avant le 27 novembre 2014 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Me Stéphanie STAROWICZ

Le liquidateur

Référence de publication: 2014183649/20.

(140206552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Servus Group HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 151.588.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of October,
before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

(i) Triton Masterluxco 3 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500.23, having its registered office at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 143926,

hereby represented by Maître Katia Fettes, lawyer, professionally residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal given on 9 October 2014; and

(ii) Servus Managementbeteiligungs GbRs, a German civil partnership governed by the laws of Germany, having its registered office at 13, Große Eschenheimer Straße, D-60313 Frankfurt-am-Main, Germany,

hereby represented by Maître Katia Fettes, lawyer, professionally residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal given on 9 October 2014,

(hereinafter collectively referred to as the "Shareholders").

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The Shareholders have requested the undersigned notary to record that the Shareholders are all the shareholders of Servus Group HoldCo S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of one hundred thirty thousand seven hundred eighty-seven euro and nineteen cent (EUR 130,787.19), with registered office at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Edouard Delosch, notary then residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, dated 26 February 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 10 April 2010 number 752 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 151588 (the "Company").

The articles of association of the Company have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary dated 9 October 2014, not yet published.

The Shareholders, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To convert one hundred nineteen thousand four hundred ninety-three (119,493) class B shares of the Company, held by Triton Masterluxco 3 S.à r.l., into one hundred nineteen thousand four hundred ninety-three (119,493) class A shares of the Company, having a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

2. To amend article 5, paragraph 1 of the articles of association of the Company so as to reflect the foregoing items of the agenda.

3. Miscellaneous.

have requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolved to convert one hundred nineteen thousand four hundred ninety-three (119,493) class B shares of the Company, held by Triton Masterluxco 3 S.à r.l., into one hundred nineteen thousand four hundred ninety-three (119,493) class A shares of the Company, having a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

As a result, Triton Masterluxco 3 S.à r.l. now holds eleven million seven hundred eighty-three thousand nine hundred twenty-seven (11,783,927) class A shares of the Company, having a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

Second resolution

The Shareholders resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company as a result of the foregoing resolutions. Said paragraph shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5. Subscribed capital.** The subscribed capital of the Company is set at one hundred thirty thousand seven hundred eighty-seven euro and nineteen cent (EUR 130,787.19) represented by eleven million seven hundred eighty-three thousand nine hundred and twenty-seven (11,783,927) class A shares (the "Class A Shares") and one million two hundred ninety-four thousand seven hundred and ninety-two (1,294,792) class B shares (the "Class B Shares"), all together referred to as the "shares". Each issued share of each class has a nominal value of one cent (EUR 0.01) and is fully paid up.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the undersigned notary by its surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dixième jour du mois d'octobre,

Par-devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

ont comparu:

(i) Triton Masterluxco 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, régie le droit luxembourgeois, avec un capital social de EUR 12.500,23, avec siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151588,

représentée aux fins des présentes par Maître Katia Fettes, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, aux termes d'une procuration sous seing privé donnée le 9 octobre 2014, et

(ii) Servus Managementbeteiligungs GbR, une société régie le droit allemand, avec siège social au 13, Große Eschenheimer Straße, D-60313 Francfort-sur-le-Main, Allemagne,

représentée aux fins des présentes par Maître Katia Fettes, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, aux termes d'une procuration sous seing privé donnée le 9 octobre 2014,

(ci-après collectivement désignées comme les «Associés»).

Les prédites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les Associés ont requis le notaire instrumentant d'acter que les Associés sont tous les associés de Servus Group HoldCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, avec un capital social de cent trente mille sept cent quatre-vingt-sept euros et dix-neuf centimes d'euro (EUR 130.787,19), ayant son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée par un acte de Maître Edouard De-losch, notaire alors de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 26 février 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 10 avril 2010, numéro 752 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151588 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire soussigné, en date du 9 octobre 2014, pas encore publié.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informés des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Conversion de cent dix-neuf mille quatre cent quatre-vingt-treize (119.493) parts sociales de catégorie B de la Société, détenues par Triton Masterluxco S.à r.l., en cent dix-neuf mille quatre cent quatre-vingt-treize (119.493) parts sociales de catégorie A de la Société, ayant chacune une valeur nominale d'une centime d'euro (EUR 0,01).

2. Modification de l'alinéa 1^{er} de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter les points de l'ordre du jour ci-dessus.

3. Divers.

ont requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont décidé de convertir cent dix-neuf mille quatre cent quatre-vingt-treize (119.493) parts sociales de catégorie B de la Société, détenues par Triton Masterluxco 3 S.à r.l., en cent dix-neuf mille quatre cent quatre-vingt-treize (119.493) parts sociales de catégorie A de la Société, ayant chacune une valeur nominale d'une centime d'euro (EUR 0,01).

Par conséquent, Triton Masterluxco 3 S.à r.l. détient désormais onze millions sept cent quatre-vingt-trois mille neuf cent vingt-sept (11.783.927) parts sociales de catégorie A de la Société, ayant chacune une valeur nominale d'une centime d'euro (EUR 0,01).

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société. Ledit alinéa aura dorénavant la teneur suivante:

“ **Art. 5. Capital social souscrit.** Le capital social souscrit de la Société s'élève à cent trente mille sept cent quatre-vingt-sept euros et dix-neuf centimes d'euro (EUR 130.787,19) représenté par onze millions sept cent quatre-vingt-trois mille neuf cent vingt-sept (11.783.927) parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A») et un million deux cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent quatre-vingt-douze (1.294.792) parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»), ensemble les «parts sociales». Chaque part sociale a une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) et est intégralement libérée.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire des comparantes ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé, avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: K. Fettes, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 17 octobre 2014. REM/2014/2266. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176471/132.

(140201581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

A & H Services SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 119.225.

L'an deux mille quatorze, le quatorze octobre.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "A & H Services SA" avec l'enseigne commerciale LUXEMBURG BUSINESS CENTER (LBC), établie et ayant son siège à L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, Avenue Lou Hemmer, Domaine du Brill, constituée suivant acte du notaire instrumentant alors de résidence à Mondorf-les-Bains en date du 31 août 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 2058 du 3 novembre 2006, modifiée pour la dernière fois suivant acte dudit notaire du 8 mars 2007, publié au dit Mémorial C, Numéro 1042 du 2 juin 2007, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 119.225,

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Sylvie MARTIN, administrateur de société, demeurant à L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Herman SWANNET, administrateur de société, demeurant à L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer,

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Herman SWANNET, administrateur de société, demeurant à L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

- 1.- Changement de l'objet social et modification subséquente de l'article 4 des statuts de la société;
- 2.- Démission de deux administrateurs;
- 3.- Démission du commissaire aux comptes;
- 4.- Nomination de deux nouveaux administrateurs;
- 5.- Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du bureau sera annexée au présent acte pour être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés ne varient par les comparants et par le notaire instrumentant, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour. Tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir renoncé à toutes les formalités de convocation.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la société et par conséquent de modifier l'article 4 des statuts de la société, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 4.** La société a pour objet les travaux comptables et toutes les prestations de services administratifs, ainsi que la location de bureaux et de locaux professionnels. La société pourra de façon générale entreprendre toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet et qui seront de nature à en faciliter le développement. La société peut également s'intéresser par voie d'apport, de cession ou de fusion à toutes autres sociétés ou entreprises similaires susceptibles de favoriser directement ou indirectement le développement des affaires.

La société a également pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations, sans pour autant avoir droit aux avantages de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit;
- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, selon des termes pouvant être considérés comme pertinents;
- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise."

Deuxième résolution

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Johan VAN DEN BERG et de la société MULTIMAGINE SA de leurs fonctions d'administrateurs de la société et leur donne décharge.

Troisième résolution

L'assemblée accepte la démission de la société FRAXINUS B.F. BVBA de ses fonctions de commissaire aux comptes et lui donne décharge.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer aux fonctions d'administrateurs les personnes suivantes:

- la société civile immobilière dénommée Domaine LAFITTE, ayant son siège social à L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro E5359, ayant pour représentant permanent Monsieur Herman Swannet, employé privé, demeurant professionnellement à L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, Avenue Lou Hemmer;
- Monsieur Alban MASSON, employé privé, né à Saint-Dié-des-Vosges (France) le 2 avril 1987, demeurant à L-4985 Sanem, 3, rue d'Esch.

Le mandat des administrateurs ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de nommer aux fonctions de commissaire aux comptes Monsieur Johan VAN DEN BERG, expert-comptable, demeurant à L-5573 Remich, 6, Montée Saint-Urbain.

Le mandat du commissaire aux comptes ainsi nommé prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: MARTIN, SWANNET, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 octobre 2014. Relation: LAC / 2014 / 48742. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175096/93.

(140200895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

RollOut Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 9, avenue Jean-Pierre Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 179.938.

—
Madame Jil Caroline Onimus, née le 3 mars 1983 à Saarbrücken, Allemagne, administrateur de la Société, a changé de nom patronymique en date du 13 août 2014. A compter de cette date elle est appelée Jil Caroline Gunsenheimer.

A Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Pour les associés

Le mandataire

Référence de publication: 2014178781/12.

(140204723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Persilore S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 191.727.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le dix octobre.

Pardevant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, lequel restera dépositaire de la présente minute,

A comparue:

La société GHM CORPORATE LTD, société de droit maltais, ayant son siège social au Level 1, Casal Naxaro, Labour Avenue, NXR9021 Naxxar, Malta, inscrite au Registrar of Companies sous le numéro C60006; ayant comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission aux yeux de l'article 51 bis de la loi de 1915 telle que modifiée, JUBITE Inc, ayant comme siège social le #174 Western Pines, George Price Highway, Belize City, Belize, inscrite au Registrar of international Business Company sous le numéro 130,971, en sa qualité de Director, ici représentée par Ariane Vansimpson, Expert Comptable, demeurant professionnellement L-8011 Strassen, 283 route d'Arlon en vertu d'une procuration générale datée du 4 mars 2014, dont copie ci-annexée.

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, de quelque nature que ce soit, brevets de toute origine, et plus généralement à la propriété intellectuelle de toute sorte tels que les marques, logiciels et images, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

D'une manière générale, elle pourra détenir tout patrimoine tant mobilier qu'immobilier en vue de sa valorisation.

A titre accessoire, la société a également pour objet la prestation de services et l'assistance administrative à ses filiales.

A titre accessoire, la société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières de nature à favoriser la réalisation de son objet principal.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination: «PERSILORE» S.à r.l.”

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Strassen.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500.-EUR) représenté par CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT CINQ EUROS (125.-EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de n'importe quel membre du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les gérants peuvent participer à toutes réunions du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre mutuellement. Toute participation à une réunion tenue par conférence téléphonique initiée et présidée par un gérant demeurant au Luxembourg sera équivalente à une participation en personne à une telle réunion qui sera ainsi réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Le Conseil de Gérance ne peut valablement délibérer et statuer que si tous ses membres sont présents ou représentés.

Les résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples d'une résolution identique qui peuvent être produites par lettres, télécopie ou télex. Une réunion tenue par résolutions prises de manière circulaire sera réputée avoir été tenue à Luxembourg.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, à l'exception de la première année qui débutera à la date de la présente constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 20. Les créanciers, ayant-droits ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration, pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaires de la société.

Les parts sociales détenues par chacun des associés ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 du Code Civil.

Art. 21. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription - Libération

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, cette partie comparante ici représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré souscrire aux cent (100) parts sociales et a déclaré les avoir libérées en espèces un montant de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR).

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Frais

Les comparants ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à leur charge à raison de sa constitution à environ huit cent euros (800,-EUR).

Décision de l'associé unique

L'associée, représentée comme il est dit ci-dessus et représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1) La Société est administrée par le gérant suivant pour une durée indéterminée:

La société GHM CORPORATE LTD, société de droit maltais, ayant son siège social au Level 1, Casal Naxaro, Labour Avenue, NXR9021 Naxxar, Malta, inscrite au Registrar of Companies sous le numéro C60006, représentée par Ariane Vansimpson, préqualifiée.

2) L'adresse de la Société est fixée à L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: VANSIMPSEN, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 octobre 2014. Relation: LAC / 2014 / 48737. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175589/151.

(140200896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

MPCS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4920 Bascharage, 2, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 174.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014179307/10.

(140205944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Metro International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Jean-Pierre Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 73.790.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19.11.2014.

Pour Metro International S.A.

Signature

Référence de publication: 2014179303/12.

(140205683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Corum Fund, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 191.701.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen,

on the twenty-fourth day of October.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg),

there appeared:

1) "Banca Popolare Dell Emilia Romagna (Europe) Int. SA", a public limited liability company incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and

2) "Corum GP", a private limited liability company "société à responsabilité limitée" incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, both here represented by Mr Sami Ben Dechiche, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of two (2) proxies given under private seal,

which, signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a partnership limited by shares (société en commandite par actions), which they declared to organise among themselves:

Preliminary Title definitions

2007 Law	the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended from time to time
Accounting Currency	the currency of consolidation of the Company
Articles of Incorporation	the articles of incorporation of the Company as the same may be amended, supplemented and modified from time to time
Auditor	the auditor of the Company qualifying as an independent auditor (réviseur d'entreprise agréé) as described in the Issue Document
Board of Managers or Board	the board of managers of the General Partner
Business Day	a day on which banks are open for business in Luxembourg
Category(ies)	the category(ies) or sub-class(es) in which each Class of Ordinary Shares may be sub-divided as further detailed in the Issue Document
Central Administrative Agent	any entity appointed, in accordance with Luxembourg laws and regulations, to act as domiciliary and corporate agent and administrative agent of the Company in Luxembourg, or such entity as may subsequently be appointed to act in such capacity
Class(es)	one or more classes of Ordinary Shares that may be available in each Sub-Fund, whose assets shall be commonly invested according to the investment objective of that Sub-Fund, but where a specific sales and/or redemption charge structure, fee structure, distribution policy, target investor, denomination currency or hedging policy shall be applied as further detailed in the Issue Document
Company	Corum Fund, a Luxembourg investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) - specialised investment fund (fond d'investissement spécialisé) incorporated as a partnership limited by shares (société en commandite par actions)
Depository Bank	such credit institution within the meaning of Luxembourg law dated 5 April 1993 relating to the financial sector, as amended, that may be appointed as depository bank of the Company in accordance with Luxembourg laws and regulations
Euro	the lawful currency of the member states of the European Union that have adopted the single currency in accordance with the Treaty on the functioning of the European Union, as the same may be amended from time to time
Financial Year	the financial year of the Company, which ends on the last day of December of each year
General Partner	Corum GP, a Luxembourg private limited company (société à responsabilité limitée), in its capacity as general partner (associé gérant commandité) of the Company
Initial Price	the subscription price at which the Ordinary Shares of any Class and any Category are offered at the Initial Subscription Day or during the Initial Subscription Period as described in the Issue Document
Initial Subscription	the initial subscription day or initial subscription period during which the Ordinary Shares of any Class and any Category may be issued at the Initial Price as specified for each Class and any Category of any Sub-Fund in the Issue Document
Day or Period	
Investment Manager(s)	any entity to whom the Company has delegated the discretionary investment management of one or more Sub-Funds as further described in the Issue Document
Investment Structure	investment structures of any kind and nature which have been established for the purpose of investing in (directly or indirectly) and/or financing any kind of investments which are eligible under the 2007 Law; such Investment Structures may have legal personality or not, be listed or unlisted, be regulated or unregulated, and be incorporated in any jurisdiction; such investments in Investment Structures will be made using all kind of equity and/or all kind of debt instruments (securitised or not) or combinations thereof
Issue Document	the issue document of the Company as the same may be amended, supplemented and modified from time to time
Limited Shareholder	a holder of an Ordinary Share (action ordinaire de commanditaire), the liability of which is in principle limited to the amount of its investment in the Company (actionnaire commanditaire)
Management Share	the management share (action de gérant commandité) held by the General Partner in the share capital of the Company, in its capacity as Unlimited Shareholder (actionnaire gérant commandité)
Manager	a member of the Board of Managers of the General Partner
Minimum Holding or	a minimum number of Ordinary Shares or amount in the Reference Currency or Other Denomination Currency, which a Shareholder must hold in a given Sub-Fund or Class or

Minimum Subscription	Category as further detailed for the respective Sub-Fund/Class/Category in the Issue Document
Net Asset Value	the net asset value of a given Sub-Fund, Class or Category as determined in accordance with article 11 of these Articles of Incorporation
Ordinary Shares	the ordinary shares (actions ordinaires de commanditaire) held by the Limited Shareholders (actionnaires commanditaires) in the share capital of the Company
Other Denomination Currency	another denomination currency in which the General Partner may decide to calculate the Net Asset Value per Ordinary Share of one or more Sub-Funds/Class(es)/Category(ies) in addition to the Reference Currency as further detailed for the respective Sub-Funds/Classes/Category(ies) of Ordinary Shares in the Issue Document. The Net Asset Value calculated in an Other Denomination Currency is the equivalent of the Net Asset Value in the Reference Currency converted at the prevailing exchange rate
Prohibited Person	any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the Company such holding may be detrimental to the interests of the existing Shareholders or of the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred; the term "Prohibited Person" includes any person, firm, partnership or corporate body, which does not meet the definition of Well-Informed Investors as described below
Reference Currency	the currency in which the Net Asset Value of each Sub-Fund is denominated, as specified for each Sub-Fund in the Issue Document
Redemption Day	the Valuation Day on which Shares of the Company may be redeemed, as specified for each Sub-Fund in the Issue Document
Redemption Price	the price at which the Share are redeemed, as described in the Issue Document
Registrar and Transfer Agent	any entity appointed in accordance with Luxembourg laws and regulations to act as registrar and transfer agent of the Company in Luxembourg, or such other entity as may subsequently be appointed to act in such capacity
Share(s)	a share of any Class and any Category of any Sub-Fund in the capital of the Company, the details of which are specified in the Issue Document. For the avoidance of doubt, reference to "Share(s)" includes references to any Class(es) and/or Category(ies) when reference to specific Class(es) and/or Category(ies) is not required
Shareholder(s)	the holder of one or more Shares, i.e. the Limited Shareholders and/or the Unlimited Shareholder, as the case may be
Sub-Fund	any sub-fund of the Company, the details of which are specified in the Issue Document
Subscription Day	the Valuation Day on which Ordinary Shares of the Company may be subscribed, as specified for each Sub-Fund in the Issue Document
Subscription Price	the subscription price at which the Ordinary Shares of any Class and any Category are offered after the Initial Subscription Day or after the end of the Initial Subscription Period as further described in the Issue Document
Subsidiary	any local or foreign corporation or partnership or other entity (including for the avoidance of doubt any Wholly Owned Subsidiary) (a) in which the Company holds, through one or more Sub-Funds, in aggregate more than 50% of the voting rights or (b) which is otherwise controlled by the Company, and which in either case also meets all of the following conditions: (i) it does not have any activity other than the holding of investment instruments, which qualify under the investment objective and policy of the Company and the relevant Sub-Fund(s); (ii) the majority of the managers or board members of such subsidiary are board members of the Company, except to the extent that this is not practicable for tax or regulatory reasons; (iii) to the extent required under applicable laws and regulations, the accounts of such subsidiary are audited by or under the supervision of the auditor of the Company; and (iv) to the extent required under applicable laws and regulations, such subsidiary is consolidated in the annual accounts of the Company; any of the above mentioned local or foreign corporation or partnership or other entity shall be deemed to be "controlled" by the Company if (i) it has the right to appoint or remove a majority of the members of the managing body of that entity or (ii) it controls more than 50% of the voting rights in that entity pursuant to an agreement with the other Shareholders.
US Person	shall have the meaning given in Regulation S under the U.S. Securities Act of 1933, as amended
Valuation Committee	has the meaning ascribed to it in the Issue Document

Valuation Day	each Business Day determined by the General Partner in its discretion for the purpose of calculating the Net Asset Value per Ordinary Share of a Sub-Fund, as set forth in respect of each Sub-Fund in the Issue Document
Well-Informed Investor	has the meaning ascribed to it in the 2007 Law, and includes: (a) institutional investors; (b) professional investors, being those investors who are, in accordance with Luxembourg laws and regulations, deemed to have the experience, knowledge and expertise to make their own investment decisions and properly assess the risk they incur; and (c) any other well-informed investor who fulfils the following conditions: (i) has declared in writing his adhesion to the status of well-informed investor; and (ii) invests a minimum of EUR 125,000 in the Company or has obtained a an assessment from a credit establishment as defined in the directive 2006/48/CE, from an investment firm as defined in directive 2004/39/CE, or from a management company as defined in directive 2001/107/CE, certifying his expertise, his experience and his knowledge to appraise in an appropriate manner an investment in the Company.
Wholly Owned Subsidiary	means any company or entity in which the Company has a one hundred percent (100%) ownership interest

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. The Company is hereby formed as a partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the name of "Corum Fund".

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

The General Partner is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg-City. The registered office may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of Shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to the Articles of Incorporation.

Branches, Subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available in a wide range of securities and other assets eligible under the 2007 Law, with the objective of spreading investment risks through diversification and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transactions, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2007 Law.

There can be no guarantee that the investment objectives of the Company will be met.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Sub-Funds - Classes and Categories of Ordinary Shares. The share capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to article 11 of these Articles of Incorporation. The subscribed capital must reach one million two hundred and fifty thousand euros (EUR 1,250,000.-) or any equivalent amount in another currency within the first twelve months following its approval by the Luxembourg supervisory authority, and thereafter may not be less than this amount.

For consolidation purposes, the Accounting Currency of the Company is the EUR.

The share capital of the Company may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up Shares or the repurchase by the Company of existing Shares from its Shareholders.

The General Partner of the Company may, at any time, establish several pools of assets, each constituting a Sub-Fund (compartment) within the meaning of article 71 of the 2007 Law.

The General Partner shall attribute a specific investment objective and policy, specific investment restrictions and a specific denomination to each Sub-Fund.

The right of Shareholders and creditors relating to a particular Sub-Fund or raised by the incorporation, the operation or the liquidation of a Sub-Fund are limited to the assets of such Sub-Fund. The assets of a Sub-Fund will be answerable

exclusively for the rights of the Shareholders relating to this Sub-Fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the incorporation, the operation or the liquidation of this Sub-Fund. In the relation between Shareholders, each Sub-Fund will be deemed to be a separate entity.

The General Partner may, at any time, issue different Classes of Ordinary Shares within one or more Sub-Funds, which may differ, inter alia, in their fee structure, subscription and/or redemption procedures, minimum initial and subsequent investment and/or holding requirements, type of target investors and distribution policy applying to them as more fully described in the Issue Document.

Each Class of Ordinary Shares may be sub-divided into one or several Category(ies) as more fully described in the Issue Document.

The proceeds of the issue of each Class of Ordinary Shares and/or Category of a given Sub-Fund shall be invested, in accordance with article 4 of these Articles of Incorporation, in securities of any kind and other assets permitted by the 2007 Law, pursuant to the investment objective and policy determined by the General Partner for the Sub-Fund established in respect of the relevant Class(es) of Ordinary Shares and/or Category(ies), subject to the investment restrictions provided by law or determined by the General Partner.

The Ordinary Shares of any Class or Category are referred to as the "Ordinary Shares" and each as an "Ordinary Share" when reference to a specific Class or Category of Ordinary Shares is not required.

The Management Share together with the Ordinary Shares of any Class are referred to as the "Shares" and each as a "Share" when reference to a specific category of Shares is not required.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in the Reference Currency of the relevant Sub-Fund, be converted into the Reference Currency and the capital shall be the aggregate of the net assets of all Classes and Categories of all Sub-Funds.

Art. 6. Form of Shares. The Company shall issue Shares of each Sub-Fund and each Class in uncertificated registered form only.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him, the Class and Category of each such Shares and the amount paid up on each Share, the transfer of Shares and the dates of such transfer.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. The Company shall not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding. The Company treats the registered owner of a Share as the absolute and beneficial owner thereof.

Any transfer of registered Ordinary Shares shall be made by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept and enter in the register of Shareholders a transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement of the transferor and transferee as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

Any transfer of registered Ordinary Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by any Manager or any officer of the Company or by any other person duly authorized thereto by the General Partner.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company recognises only one owner per Ordinary Share. If one or more Ordinary Shares are jointly owned or if the ownership of such Ordinary Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Ordinary Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Company. The failure to appoint such attorney shall result in a suspension of all rights attached to such Ordinary Share(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

The Company may decide to issue fractional Ordinary Shares up to two decimals. Such fractional Ordinary Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets of the relevant Class and/or Category on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Ordinary Shares. The General Partner is authorised, without any limitation, to issue at any time Ordinary Shares of no par value fully paid up, in any Class and/or Category and in any Sub-Fund, without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Ordinary Shares to be issued.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Ordinary Shares shall be issued. The General Partner may, in particular, decide that Ordinary Shares in any Sub-Fund, Class and/or Category shall only be issued during one or more offering periods or at such other frequency as provided for in the Issue Document.

The General Partner may in its absolute discretion without liability reject any subscription in whole or in part, and the General Partner may, at any time and from time to time and in its absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of Ordinary Shares of any Class and/or Category in any one or more Sub-Funds.

The General Partner may, in the course of its sales activities and at its discretion, cease issuing Shares, refuse subscription applications in whole or in part and suspend or limit, in compliance with article 12 of these Articles of Incorporation, their sale to individuals or corporate bodies in particular countries or areas, for specific periods or permanently.

Furthermore, the General Partner may impose conditions on the issue of Ordinary Shares in any Sub-Fund, Class and/or Category (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix a Minimum Subscription amount and minimum amount of any additional investments, as well as a Minimum Holding amount which any Shareholder is required to comply.

The General Partner may also, in respect of any one given Sub-Fund, Class of Ordinary Shares and/or Category, levy an issuing commission and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any conditions to which the issue of Ordinary Shares may be submitted will be detailed in the Issue Document.

The General Partner will fix an Initial Subscription Day or Initial Subscription Period during which the Ordinary Shares of any Class and/or Category in any Sub-Fund will be issued at a fixed price (i.e. the Initial Price), plus any applicable fees, commissions and costs, as determined by the General Partner and disclosed in the Issue Document.

After the Initial Subscription Day or after the end of the Initial Subscription Period, Ordinary Shares of any Class and/or Category shall be issued at the Net Asset Value per Ordinary Share of the relevant Class and/or Category of the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with article 11 of these Articles of Incorporation as of such Subscription Day as is determined in accordance with such policy as the General Partner shall from time to time determine (i.e. the Subscription Price). The General Partner may decide to increase the Subscription Price by any fees, commissions and costs as disclosed in the Issue Document. No Shares will be issued during any period when the calculation of the Net Asset Value per Ordinary Share in the relevant Sub-Fund, Class and/or Category is suspended pursuant to the provisions of article 12 of these Articles of Incorporation.

For the avoidance of doubt, when the Company offers Ordinary Shares after the Initial Subscription Day or after the end of the Initial Subscription Period, applications for subscription received by the Company or its duly authorised agents in Luxembourg not later than the time indicated for each Sub-Fund in the Issue Document, two full Business Days immediately preceding the applicable Subscription Day (as determined for each Sub-Fund in the Issue Document), or such later time as may be agreed to by the General Partner in its sole discretion. Any application received after that time will be processed on the next Subscription Day on the basis of the Subscription Price per Share determined on such Subscription Day (plus any applicable sales charge).

The issue price (be it the Initial Price or the Subscription Price) must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner and described in the Issue Document, and in any case the issue price will be payable no later than 10 Business Days from the relevant Subscription Day.

The General Partner may delegate to any duly authorised Manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

The General Partner may agree to issue Ordinary Shares as consideration for a contribution in kind of assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé. Specific provisions relating to in kind contribution will be detailed in the Issue Document.

Art. 8. Redemption of Ordinary Shares. Except as otherwise provided for a Sub-Fund, Class and/or Category in the relevant Appendix of the Issue Document, any Shareholder may request the redemption of all or part of his Ordinary Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the General Partner in the Issue Document and within the limits provided by law and these Articles of Incorporation.

In any case, the right of any Shareholder to require the redemption of its Ordinary Shares will be suspended during any period in which the determination of the Net Asset Value of the relevant Class, Category and/or Sub-Fund is suspended by the Company pursuant to article 12 of these Articles of Incorporation.

The Redemption Price shall be equal to the Net Asset Value per Share of the relevant Class and/or Category of the relevant Sub-Fund on the relevant Redemption Day determined in accordance with the provisions of article 11 of these Articles of Incorporation, less such charges and commissions (if any) at the rate provided for in the Issue Document. The

relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the General Partner may determine.

For the avoidance of doubt, redemption requests must be received by the Company or its duly authorised agents in Luxembourg not later than the time indicated for each Sub-Fund in the Issue Document at least two full Business prior to the applicable Redemption Day. Any redemption request received after the deadline for receipt of requests for redemption for any particular Redemption Day shall be treated as a request for redemption on the next Redemption Day at the Redemption Price per Share determined on that later Redemption Day.

All redemption requests are irrevocable, save as otherwise decided by the General Partner.

The Redemption Price per Share shall be paid within a period of time determined by the General Partner which shall not exceed 10 Business Days from the relevant Valuation Day, in accordance with such policy as the General Partner may from time to time determine, provided that the Share transfer documents have been received by the Company.

Payment of the Redemption Price to Shareholders will be executed in cash, in kind, or both in kind and cash as set out hereinafter.

Payments in cash will be made either in the Reference Currency of the relevant Sub-Fund or, if available, in the other Denomination Currency. In addition, payment may also be made in one of the major freely convertible currencies if requested by the Shareholder(s) at the time of giving the redemption instruction with the agreement of the Registrar and Transfer Agent at the investor's cost and risk.

Payment in kind will be made at the discretion of the General Partner but with the consent of the Limited Shareholder concerned by allocating to such Limited Shareholder assets of the relevant Sub-Fund equal in value (as calculated in the manner described in article 11 of these Articles of Incorporation) as of the Valuation Day with respect to which the Redemption Price is calculated, to the Net Asset Value of the Ordinary Shares to be redeemed minus any applicable redemption fee and charge. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Limited Shareholders of the relevant Class and/or Category, and the valuation used may be confirmed by a special report of the Auditor. The cost of such transfer shall be borne by the transferee.

The Company shall endeavour that at all times each Sub-Fund has enough liquidity to enable satisfaction of any requests for redemption of Ordinary Shares.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class, Category or Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the General Partner and disclosed in the Issue Document, the General Partner may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Ordinary Shares in such Class, Category and/or Sub-Fund.

Further, if on any Valuation Day redemption requests pursuant to this article 8 exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of Ordinary Shares in issue of a specific Class, Category or Sub-Fund, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interests of the relevant Sub-Fund. On the next Valuation Day following that period, these redemption requests will be met in priority to later requests.

A Limited Shareholder may not withdraw his request for redemption of Ordinary Shares except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value of the Shares to be redeemed in a specific Class, Category or Sub-Fund and, in such event, a withdrawal will only be effective if written notification is received by the Registrar and Transfer Agent before the termination of the period of suspension. If the request is not so withdrawn, the General Partner shall proceed to redeem the Shares on the first applicable Valuation Day following the end of the suspension of the calculation of the Net Asset Value of the Shares of the relevant Class, Category or Sub-Fund.

If the net assets of the relevant Sub-Fund or Class and/or Category on any particular Valuation Day fall at any time below the minimum level determined by the General Partner pursuant to article 26 of these Articles of Incorporation, the Company, at its discretion, may redeem all the Shares then outstanding in the relevant Sub-Fund or Class and/or Category. All such Shares will be redeemed at the Net Asset Value per Share less any liquidation or other costs incurred. The General Partner will notify the Shareholders of the relevant Sub-Fund and Class(es) and/or Category(ies) prior to the effective date for the compulsory redemption by sending a notice directly to the relevant Shareholders at the address contained in the register of Shareholders. The notice will indicate the reasons for, and the procedures of, the redemption operations.

The General Partner may at any time compulsorily redeem Ordinary Shares from Shareholders who are excluded from the acquisition or ownership of Ordinary Shares in the Company (such as a Prohibited Person), any given Sub-Fund or Class and/or Category, pursuant to the procedure set forth in article 10 of these Articles of Incorporation and the Issue Document.

Moreover, if the Minimum Holding amount in a Class and/or Category of one given Sub-Fund, as set out in the Issue Document, is not maintained due to a transfer or conversion or redemption of Ordinary Shares, the General Partner may compulsorily redeem the remaining Ordinary Shares at their current Redemption Price (after deduction of redemption fee, if any) and make payment of the redemption proceeds to the respective Shareholder.

All redeemed Ordinary Shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. The General Partner may decide from time to time that Limited Shareholders are entitled to request the conversion of whole or part of their Shares of any Class and/or Category in any Sub-Fund into another Class and/or Category in the same Sub-Fund and/or into the same Class and/or Category or a different Class and/or Category of any other existing Sub-Fund, provided that the General Partner may (i) set restrictions, terms and conditions as to the right for and the frequency of conversions between certain Classes, Categories and/or Sub-Funds; and (ii) subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine. If the General Partner decides to allow conversions of Ordinary Shares, this possibility shall be mentioned and detailed in the Company's Issue Document.

In any case, the right of any Limited Shareholder to require the conversion of its Ordinary Shares will be suspended during any period in which the determination of the Net Asset Value of the relevant Class, Category and/or Sub-Fund is suspended by the Company pursuant to article 12 of these Articles of Incorporation.

The price of the conversion shall be computed by reference to the respective Net Asset Value of the relevant Classes, Categories and/or Sub-Funds concerned, determined on the same Valuation Day or any other day as determined by the General Partner and in accordance with the provisions of article 11 of these Articles of Incorporation and the rules laid down in the Issue Document. Conversion fees may be imposed upon the Limited Shareholder(s) asking for the conversion, at the rate provided for in the Issue Document.

If as a result of any request for conversion, the aggregate Net Asset Value of the Ordinary Shares held by a Limited Shareholder in any Class, Category and/or Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the General Partner and disclosed in the Issue Document, the General Partner may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Ordinary Shares in such Class, Category and/or Sub-Fund.

Further, if on any Valuation Day conversion requests pursuant to this article 9 exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of Ordinary Shares in issue of a specific Class, Category or Sub-Fund, the General Partner may decide that part or all of such requests for conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interests of the relevant Sub-Fund. On the next Valuation Day following that period, these conversion requests will be met in priority to later requests.

Moreover, if the Minimum Holding amount in a Class and/or Category of one given Sub-Fund, as set out in the Issue Document, is not maintained due to a conversion of Ordinary Shares, the General Partner may compulsorily redeem the remaining Ordinary Shares at their current Net Asset Value and make payment of the redemption proceeds to the respective Shareholder.

The Ordinary Shares which have been converted into Ordinary Shares of another Class and/or Category of the same or another Sub-Fund shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions to the ownership and the transfer of shares.

1. Transfer of Management Share

The transfer restrictions as set forth in Article 10.2 hereof shall not apply to the transfers of the Management Share.

The Management Share is freely transferable only to an Affiliate of the General Partner, provided that the transferee shall adopt all rights and obligations accruing to the General Partner relating to its position as a holder of the Management Share and provided the transferee is not a physical person.

2. Transfer of Ordinary Shares

Ordinary Shares of any Sub-Fund are available to Well-Informed Investors only, in accordance with article 2 of the 2007 Law.

The General Partner may restrict or prevent the ownership of Ordinary Shares in the Company by any legal person, firm or corporate body, if in the opinion of the General Partner such holding may, inter alia, be detrimental to the Company, its Limited Shareholders or one given Class, Category or Sub-Fund, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

Specifically but without limitation, the General Partner shall restrict the ownership of Ordinary Shares in the Company by any Prohibited Person and may restrict the ownership of Ordinary Shares in any Sub-Fund by Prohibited Persons and by US Persons.

For such purposes the General Partner may:

(A) decline to issue any Ordinary Shares and decline to register any transfer of Ordinary Shares, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Ordinary Shares by a Prohibited Person or a US Person; and

(B) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Ordinary Shares on the register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Ordinary Shares rests in a Prohibited Person or a US Person, or whether such registry or will result in beneficial ownership of such Ordinary Shares by a Prohibited Person or a US Person; and

(C) decline to accept the vote of any Prohibited Person or a US Person, at any meeting of Shareholders of the Company; and

(D) where it appears to the General Partner that any Prohibited Person or US Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Ordinary Shares, direct such Limited Shareholder to sell his Shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such Limited Shareholder fails to comply with the direction, the General Partner may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Limited Shareholder all Ordinary Shares held by such Limited Shareholder in the following manner:

(1) The General Partner shall serve a second notice (the "Purchase Notice") upon the Limited Shareholder holding such Ordinary Shares or appearing in the register of Shareholders as the owner of such Ordinary Shares to be purchased, specifying the Ordinary Shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser. Any such Purchase Notice may be served upon such Limited Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Limited Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Limited Shareholder shall cease to be the owner of the Ordinary Shares specified in such notice and his name shall be removed from the register of Shareholders.

(2) The price at which each such Ordinary Share is to be purchased (the "Purchase Price") shall be an amount equal to eighty-five percent (85%) of the Net Asset Value per Share of the relevant Class and/or Category of the relevant Sub-Fund as calculated with respect to the Valuation Day specified by the General Partner for the redemption of Ordinary Shares in the Company next preceding the date of the Purchase Notice.

(3) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such Ordinary Shares normally in the currency fixed by the General Partner for the payment of the redemption price of the Ordinary Shares of the relevant Class and/or Category and will be deposited for payment to such owner by the General Partner with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) upon final determination of the Purchase Price. Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Ordinary Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank.

(4) The exercise by the General Partner of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Ordinary Shares by any person or that the true ownership of any Ordinary Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the General Partner in good faith.

Art. 11. Calculation of the Net Asset Value per Share. The Net Asset Value per Share of each Class, Category and/or Sub-Fund shall be calculated by the Central Administrative Agent under the ultimate responsibility of the General Partner upon the frequency set forth in article 12 of these Articles of Incorporation and the Issue Document and at least once a year (each a "Valuation Day") in accordance with Luxembourg law.

In calculating the Net Asset Value and Net Asset Value per Share, the Central Administrative Agent may rely upon such automatic pricing services as it shall determine or, if so instructed by the Company or the Investment Manager it may use information provided by particular pricing services, brokers, market makers or other intermediaries. In such circumstances, unless the Central Administrative Agent has acted fraudulently, negligently or with wilful default, the Central Administrative Agent shall not be liable for any loss suffered by the Company or any Shareholder by reason of any error in the calculation of the Net Asset Value and Net Asset Value per Share resulting from any inaccuracy in the information provided by any such pricing service, broker, market maker or other intermediary.

The Net Asset Value per Share of each Class, Category and/or Sub-Fund will be expressed in the Reference Currency as specified in the Issue Document. The General Partner may however decide to calculate the Net Asset Value per Share for certain Sub-Funds, Classes and/or Categories in the Other Denomination Currency as detailed in the Issue Document. The Net Asset Value calculated in the Other Denomination Currency is the equivalent of the Net Asset Value in the Reference Currency converted at the prevailing exchange rate.

The Net Asset Value per Share of each Class and/or Category in each Sub-Fund on any Valuation Day is determined by dividing (i) the net assets of that Sub-Fund attributable to such Class and/or Category, being the value of the portion of that Sub-Fund's gross assets less the portion of that Sub-Fund's liabilities attributable to such Class and/or Category, on such Valuation Day, by (ii) the number of Shares of such Class and/or Category then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below.

The total Net Asset Value of the Company is equal to the sum of the net assets of the various activated Sub-Funds translated into EUR at the rates of exchange prevailing in Luxembourg on the relevant Valuation Day.

In determining the Net Asset Value per Share, income and expenditure are treated as accruing daily.

The accounts of the Subsidiaries of the Company will (to the extent required under applicable accounting rules and regulations) be consolidated with the accounts of the Company at each Valuation Day and accordingly the underlying assets and liabilities will be valued in accordance with the valuation rules described below.

The Subscription Price and the Redemption Price of the different Classes and/or Category will differ within each Sub-Fund as a result of the differing fee structure and/or distribution policy of each Class and/or Category.

The Subscription Price, Redemption Price and conversion price are calculated to 2 decimal places.

The assets of the Company shall include:

- (1) all shares, units, convertible securities, debt and convertible debt securities or other securities of Investment Structures registered in the name of the Company;
- (2) all shareholdings in convertible and other debt securities of real estate companies;
- (3) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (4) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of properties, property rights, securities or any other assets sold but not delivered);
- (5) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- (6) all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company or the Depositary Bank;
- (7) all rentals accrued on any real estate properties or interest accrued on any interestbearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;
- (8) the liquidating value of all futures, forward, call or put options contracts the Company has an open position in;
- (9) all swap contracts entered into by the Company;
- (10) the formation expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company;
- (11) lawyer fees and other charges for registering the Company and its Sub-Funds in other jurisdiction (to the extent not written off); and
- (12) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

- a) Securities which are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the last available publicised stock exchange or market value;
- b) Securities which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the probable net realisation value (excluding any deferred taxation) estimated with prudence and in good faith by the General Partner. If a Net Asset Value is determined for the units or shares issued by an Investment Structure which calculates a net asset value per share or unit, those units or shares will be valued on the basis of the latest net asset value determined according to the provisions of the particular issuing documents of this Investment Structure or, at their latest unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values which are not generally used for the purposes of subscription and redemption or which may be provided by a pricing source - including the investment manager of the Investment Structure - other than the administrative agent of the Investment Structure) if more recent than their official net asset values. The net asset value calculated on the basis of unofficial net asset values of Investment Structures may differ from the net asset value which would have been calculated, on the relevant Valuation Day, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the Investment Structures. However, such Net Asset Value is final and binding notwithstanding any different later determination. In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available Net Asset Value of such shares or units issued by such Investment Structures, the valuation of the shares or units issued by such Investment Structures may be estimated with prudence and in good faith by the Board to take into account this evaluation event. The following events qualify as evaluation events: capital calls, distributions or redemptions effected by the Investment Structure or one or more of its underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying investments or the Investment Structures themselves;
- c) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- d) The liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on a stock exchange or another regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the General Partner, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on a stock exchange or another regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on such regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the relevant Sub-Fund; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the General Partner may deem fair and reasonable;
- e) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve. Index and financial instruments related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or financial instrument related swap agreement shall be based upon the market value of such swap transaction established in good faith pursuant to procedures established by the General Partner;

f) All other securities and other assets, including debt securities and securities for which no market quotation is available, are valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the General Partner or, to the extent such prices are not deemed to be representative of market values, such securities and other assets shall be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner. Money market instruments held by the Company with a remaining maturity of ninety days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value.

The General Partner, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company and/or its Sub-Funds in compliance with Luxembourg law. This method will then be applied in a consistent way. The Central Administrative Agent can rely on such deviations as approved by the General Partner for the purpose of the Net Asset Value calculation.

The liabilities of the Company shall include:

- (1) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- (2) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- (3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management and advisory fees including performance fees (if any), depositary bank fees, paying agency, cash management fees (if any), registrar and transfer agency fees, domiciliary and corporate agency fees as well as reasonable disbursements incurred by the service providers);
- (4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- (5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the General Partner, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- (6) all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law. In determining the amount of such liabilities the General Partner shall take into account all expenses payable by the Company and may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods.

The assets and liabilities shall be allocated as follows:

- (1) The proceeds to be received from the issue of Shares of any Class and/or Category shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund corresponding to that Class and/or Category, provided that if several Classes and/or Categories are outstanding in such Sub-Fund, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to that Class and/or Category;
- (2) The assets and liabilities and income and expenditure applied to a Sub-Fund shall be attributable to the Class(e) and/or Category(ies) corresponding to such Sub-Fund;
- (3) Where any asset is derived from another asset, such asset shall be attributable in the books of the Company to the same Sub-Fund, Class and/or Category as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund, Class and/or Category;
- (4) Where the Company incurs a liability in relation to any asset of a particular Sub-Fund, Class and/or Category or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, Class and/or Category, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund, Class and/or Category;
- (5) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, Class and/or Category, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Fund, Class and/or Category, pro rata to their respective Net Asset Values or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith, provided that (i) where assets of several Sub-Funds, Classes and/or Categories are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the General Partner, the respective right of each Sub-Fund, Class and/or Category shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Sub-Fund, Class and/or Category to the relevant account or pool, and (ii) such right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Sub-Fund, Class and/or Category, as described in the sales documents for the Shares of the Company; and
- (6) Upon the payment of distributions to the Shareholders of any Class and/or Category, the Net Asset Value of such Class and/or Category shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg law.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision taken by the General Partner or by any bank, company or other organization which the General Partner may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value per Share, in calculating the Net Asset Value per Share, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

For the purpose of this article:

(1) Shares to be redeemed by the Company under article 8 of these Articles of Incorporation shall be treated as existing and shall be taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company, the price thereof shall be deemed to be a liability of the Company;

(2) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day on which such valuation is made and, from such time and until received by the Company, the price therefore shall be deemed to be an asset of the Company;

(3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the Reference Currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value per Share; and

(4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share, of the Issue, the Redemption and the Conversion of Shares. With respect to each Class of Shares and/or Category, the Net Asset Value per Share and the price for the issue, redemption and conversion of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least once a year, at a frequency determined by the General Partner and specified in the Issue Document as well as on each day by reference to which the General Partner approves the pricing of an issue, a redemption or a conversion of Shares, provided that this is in compliance with applicable laws and regulations, such date or time of calculation being referred to herein as a "Valuation Day".

The General Partner may suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Sub-Fund, Class and/or Category and the issue, redemption and conversion of its Shares to and from its Shareholders in the following cases:

(1) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company or such Sub-Fund quoted thereon;

(2) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company or any Sub-Fund(s) would be impracticable;

(3) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or value on any market or stock exchange;

(4) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of any Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares of any Sub-Fund cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal prices or rates of exchange;

(5) during any period when the Company is being liquidated or as from the date on which notice is given of a meeting of Shareholders at which a resolution to liquidate the Company (or one of its Sub-Funds) is proposed;

(6) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company or any Sub-Fund(s) cannot promptly or accurately be ascertained;

The suspension of the calculation of the Net asset Value of any particular Sub-Fund, Class and/or Category shall have no effect on the determination of the Net Asset Value per Share or on the issue, redemption and conversion of Shares of any Class, Category and/or Sub-Fund that is not suspended.

Any application for subscription, redemption or conversion of Shares shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value of the Shares to be subscribed, redeemed or converted in a specific Class, Category and/or Sub-Fund and, in such event, a withdrawal will only be effective if written notification is received by the Registrar and Transfer Agent before the termination of the period of suspension.

Any such suspension of the Net Asset Value shall be publicised, if appropriate, by the General Partner and may be notified to Investors having made an application for subscription of Shares.

Title III. Management and supervision

Art. 13. General Partner. The Company shall be managed by Corum GP, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), in its capacity as Unlimited Shareholder and General Partner (associé gérant commandité) of the Company.

The General Partner will have the broadest powers to administer and manage the Company, to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner. The Limited Shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

The General Partner will have the power, in particular, to decide on the investment objectives, policies and restrictions and the course of conduct of the management and business affairs of the Company and the Sub-Funds, in compliance with the Articles of Incorporation, the Issue Document and the applicable laws and regulations. The General Partner will have the power to enter into administration, investment and advisory agreements and any other contract and undertakings that it may deem necessary, useful or advisable for carrying out the object of the Company.

Art. 14. Termination of the General Partner. The General Partner may be removed for Cause by means of a resolution of the general meeting of Limited Shareholders adopted as follows:

(a) the quorum shall be a majority of the capital being present or represented. If such quorum requirement is not met, a second general meeting of Shareholders will be called which may validly deliberate, irrespective of the proportion of the share capital represented;

(b) in both meetings, resolutions must be passed by at least two thirds of the votes of the capital present or represented. For the avoidance of doubt, the approval of the General Partner is not required to validly decide on its removal.

In the event of the removal of the General Partner, the general meeting of Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation as described in Article 32 hereof, subject to the prior approval of the CSSF.

Immediately following the appointment of a new general partner, the General Partner will transfer its Management Share in the Fund to the newly appointed general partner. The transfer price shall be equal to the issue price of the Management Share at the time of incorporation of the Company.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by the joint signature of any of two Managers or by the signature of any person to whom such power has been delegated by the Board.

No Limited Shareholder shall represent the Company.

Art. 16. Liability of the General partner and Limited Shareholders. The General Partner shall be liable with the Company for all debts and losses, which cannot be recovered out of the Company's assets.

The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever except when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders and shall be liable to the extent of their contributions to the Company

Art. 17. Delegation of Power; Agents of the General Partner. The General Partner may, at any time, appoint officers or agents of the Company as required for the affairs and management of the Company, provided that the Limited Shareholders cannot act on behalf of the Company without losing the benefit of their limited liability. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

The General Partner will determine any such investment advisors', sub-investment advisors', officers' or agents' responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The General Partner may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the corporate and investment policy for the investments and the course of conduct of the management and business affairs of each Sub-Fund of the Company, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the General Partner in the Issue Document, in compliance with applicable laws and regulations.

The General Partner, acting in the best interests of the Company, may decide, in the manner described in the Issue Document, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their Sub-Funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

Art. 19. Investment Manager and Investment Advisers. The General Partner may appoint an Investment Manager to manage, under the overall control and responsibility of the General Partner, the securities portfolio of the various Sub-Funds of the Company.

The General Partner may furthermore appoint an investment advisor with the responsibility to prepare the purchase and sale of any eligible investments for the Company and otherwise advise the Company with respect to asset management.

The powers and duties of the Investment Manager and the investment advisor as well as their remuneration will be described in an investment management agreement and/or investment advisory agreement to be entered into by the Company and the Investment Manager and/or investment advisor (as the case may be).

Art. 20. Valuation Committee. A Valuation Committee consisting of up to four members, a majority of whom must be Managers, may be established. The Managers appoint members of the Valuation Committee. The purpose of the Valuation Committee is to provide to the Managers, on request, advice on (i) the valuation of investments held by the Company, principally where the investments are not listed or where there is no market quotation readily available, and (ii) the application of applicable accounting standards for audit and valuation purposes. It is intended that the Valuation Committee will be consulted where it is proposed to materially change the valuation previously attributed to an unlisted investment held by the Company.

Art. 21. Conflict of Interest. Any kind of conflict of interest is to be fully disclosed to the General Partner. The Company will enter into all transactions on an arm's length basis.

The General Partner, the Managers of the Investment Manager and any affiliate thereof, its members and staff may engage in various business activities other than the Company's and/or the Investment Manager's business, including providing consulting and other services (including, without limitation, serving as manager) to a variety of partnerships, corporations and other entities, not excluding those in which the Company invests. However, the General Partner, the Managers of the Investment Manager and its members will devote the time and effort necessary and appropriate to the business of the Company. The General Partner, the Managers of the Investment Manager and any affiliate thereof, its members and staff may also invest and trade for their own accounts. Because the General Partner and the Managers of the Investment Manager, the members and affiliates of the Investment Manager can have other accounts managed by them, the interests of the Company and other accounts, in the selection, negotiation and administration of investments, may conflict. Although it is aimed to avoid such conflicts of interest, the General Partner, the Investment Manager and its members will attempt to resolve all nonetheless arising conflicts in a manner that is deemed equitable to all parties under the given circumstances.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or officers of the Company is interested in, or is a manager, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any Manager or officer of the Company who serves as a manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Any Manager having an interest in a transaction submitted for approval to the General Partner conflicting with that of the Company shall advise the General Partner thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in these deliberations. At the next following general meeting, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the Managers may have had an interest conflicting with that of the company.

The provisions of the preceding paragraph are not applicable when the decisions of the General Partner of the Company or of the Manager concern day-to-day operations engaged in normal conditions.

Art. 22. Indemnification of Managers. The Company may indemnify any Manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 23. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 24. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class and/or Category to which they belong. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of Shareholders shall meet upon call by the General Partner. A general meeting has to be convened at the written request of the Shareholders, which together represent one tenth (10%) of the capital of the Company at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company or such other place in Grand Duchy of Luxembourg, as may be specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of the month of May of each year at 04:00 p.m.. If such day is not a Business Day, the annual general meeting shall be held

on the next following Business Day. The annual general meeting may be held abroad if, in the judgment of the General Partner, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

As all Shares are in registered form, Shareholders shall meet upon call by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda sent by registered letters at least eight days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders or in the manner as stated in the application form of the Shareholders. Such notice will indicate the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto, will contain the agenda and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities at such meeting. To the extent required by Luxembourg law, further notices will be published in the Mémorial and in one Luxembourg newspaper. The giving of such notice to registered Shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the General Partner except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders representing at least one tenth of the share capital in which instance the General Partner may prepare a supplementary agenda.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of Shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the meeting.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters except if all the Shareholders agree to another agenda.

Each Share of whatever Class and/or Category in whatever Sub-Fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram or facsimile transmission, such person need not be a Shareholder and who may be a Manager of the Company.

Each Shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms, which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received three (3) days prior to the general meeting of Shareholders they relate to.

The Shareholders are entitled to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented regardless of the proportion of the capital represented.

Art. 25. General Meetings of Shareholders of Sub-Fund, Class or Category. The Shareholders of a Sub-Fund, Class or Category issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters, which relate exclusively to such Sub-Fund, Class or Category.

The provisions set out in article 25 of these Articles of Incorporation as well as in the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies (as amended from time to time) shall apply to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund, Class or Category are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Any resolution of the general meeting of Shareholders of the Company, affecting the rights of the Shareholders of any Sub-Fund, Class or Category vis-à-vis the rights of the Shareholders of any other Sub-Fund, Class or Category shall be subject to a resolution of the general meeting of Shareholders of such Sub-Fund, Class or Category in compliance with article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 26. Termination, Division and Amalgamation of Sub-Funds, Classes or Categories. In the event that for any reason the value of the net assets of any Sub-Fund, Class and/or Category has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund, Class and/or Category to be operated in an economically efficient manner, or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation relating to such Sub-Fund, Class and/or Category would have material adverse consequences on the investments of that

Sub-Fund, Class and/or Category, or as a matter of economic rationalization, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund, Class and/or Category at their Net Asset Value per Share (subject to actual realization prices of investments and realization expenses) as calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Sub-Fund, Class and/or Category prior to the effective date for the compulsory redemption, which will set forth the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Registered Shareholders shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the Shareholders of the Sub-Fund, Class and/or Category concerned may continue to request redemption of their Shares free of charge (but subject to actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption. Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-fund, Class and/or Category.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, the general meeting of Shareholders of any Sub-Fund, Class and/or Category may, upon proposal from the General Partner, resolve to redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund, Class and/or Category and to refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (subject to actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined with respect to the Valuation Day on which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders, which shall resolve at the simple majority of those present and represented.

Assets which could not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Depositary Bank for a period of nine months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares shall be cancelled by the Company.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this article 26, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund, Class and/or Category to those of another existing Sub-Fund, Class and/or Category within the Company or to another Luxembourg undertaking for collective investment or to another Sub-Fund, Class and/or Category within such other Luxembourg undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund") and to redesignate the Shares of the relevant Sub-Fund, Class and/or Category as Shares of another Sub-Fund, Class and/or Category (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article 26 (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this article 26, the General Partner may decide to reorganise a Sub-Fund, Class and/or Category by means of a division into two or more Sub-Funds, Classes and/or Categories. Such decision will be published in the same manner as in the first paragraph of this article 26 (and, in addition, the publication will contain information about the two or more new Sub-Funds) one month before the date on which the division becomes effective, in order to enable the Shareholders to request redemption or conversion of their Shares free of charge during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraphs, such a reorganisation of a Sub-Fund, Class and/or Category within the Company (by way of an amalgamation or division) may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the relevant Sub-Fund, Class and/or Category. There shall be no quorum requirements for such general meeting and it will decide upon such an amalgamation or division by resolution taken at the simple majority of those present or represented.

A contribution of the assets and of the liabilities distributable to any Sub-Fund, Class and/or Category to another undertaking for collective investment referred to in the fifth paragraph of this article 26 or to another Sub-Fund, Class and/or Category within such other undertaking for collective investment shall, require a resolution of the Shareholders of the Sub-Fund, Class and/or Category concerned, taken with a 50% quorum requirement of the Shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the Shares present or represented at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only upon such Shareholders who will have voted in favour of such amalgamation.

Art. 27. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first day of January of each year and shall end on the last day of December of the same year.

Art. 28. Distributions. For any Class and/or Category entitled to distribution, the general meeting of Shareholders of the relevant Class and/or Category issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the General Partner and within the limits provided by law, determine how the results of a Sub-Fund, Class and/or Category shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the General Partner to declare, distributions.

For any Class and/or Category entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

In any case, no distribution may be made if, after the declaration of such distribution, the Company's capital is less than the minimum capital imposed by the 2007 Law.

Payments of distributions to Shareholders shall be made at their respective addresses as specified in the register of Shareholders.

Dividends will be declared in the Reference Currency but, for the convenience of Shareholders, payment may be made in a currency chosen by the Shareholder (at their cost and foreign exchange risks).

Distributions will be made in cash. However, the General Partner may decide to make in-kind distributions/payments of securities of portfolio companies with the consent of the relevant Shareholder(s). Any such distributions/payments in kind will be valued in a report established by an auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law, the costs of which report will be borne by the relevant investor.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Sub-Fund, Class and/or Category.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 29. Depositary Bank. To the extent required by law, the Company shall enter into a depositary bank agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector.

The Depositary Bank shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

If the Depositary Bank desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find another bank to be depositary bank in place of the retiring Depositary Bank, and the General Partner shall appoint such bank as depositary bank of the Company's assets. The General Partner may terminate the appointment of the Depositary Bank but shall not remove the Depositary Bank unless and until a successor depositary bank shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 30. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in article 32 of these Articles of Incorporation.

Whenever the Share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5 of these Articles of Incorporation, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the General Partner. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the Share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 5 of these Articles of Incorporation; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the votes of the Shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 31. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders, which shall determine their powers and the compensation. The liquidator(s) must be approved by the Luxembourg supervisory authority.

The net product of the liquidation of each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to the Shareholders of each Sub-Fund in proportion to the number of Shares, which they hold in that Sub-Fund. The amounts not claimed by the Shareholders at the end of the liquidation shall be deposited with the Caisse de Consignations in Luxembourg. If these amounts were not claimed before the end of a period of five years, the amounts shall become statute-barred and cannot be claimed any more.

Art. 32. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2007 Law, as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory Dispositions

The first Financial Year will begin on the date of the formation of the Company and will end on the 31st day of December 2014.

The first annual general meeting of Shareholders will be held in 2015.

Subscription and payment

Banca Popolare Dell Emilia Romagna (Europe) Int. SA, prenamed, subscribes to thirty (30) Ordinary Shares of Class A of the "Corum Fund - Evergreen Fund" Sub-Fund, resulting in a total payment of thirty thousand Euros (EUR 30,000.-) and "Corum GP", prenamed, subscribes to one (1) Management Share of the "Corum Fund - Evergreen Fund" Sub-Fund, resulting in a total payment of thousand Euros (EUR 1,000.-).

All these Ordinary Shares and the Management Share have been fully paid up in cash, so that the sum of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary declares that the conditions enumerated in article 26 of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies (as amended) are fulfilled.

Expenses

The expenses, which shall be borne by the Company as a result of its incorporation, are estimated at approximately six thousand euros.

First extraordinary general meeting of shareholders

The above named parties representing the entire subscribed capital and acting as Shareholders of the Company pursuant to Article 24 of the Articles of Incorporation, have immediately taken the following resolutions:

1. The following is elected as independent auditor for a period ending on the next annual general meeting of Shareholders to be held in 2015:

"Deloitte Audit", a société à responsabilité limitée with its registered office at 560, rue du Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (RCS Luxembourg, section B number 67895).

2. The registered office of the Company is established at 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English only, in accordance with article 26 of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by his surname, name, civil status and residence, said proxy holder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: S. BEN DECHICHE, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 29 octobre 2014. Relation: EAC/2014/14599. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014175210/980.

(140200508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

AESI II Holding (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 191.816.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of November.

Before us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

AESI (Holdings) II, L.P., an exempted limited partnership organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglund House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, and registered with the Registrar of Limited Partnerships under number MC-78165,

here represented by Flora Gibert, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The power of attorney, after signature ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “AESI II Holdings (Lux) S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at fifteen thousand euro (EUR 15,000), represented by fifteen thousand (15,000) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased once or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that they know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting before the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented provided that, if the shareholders have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, the Board can only validly deliberate and act if there is also at least one Class A manager present or represented and at least one Class B manager present or represented.

(vi) Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that, if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, resolutions of the Board are also taken by the affirmative votes of at least one class A manager present or represented and at least one class B manager present or represented.

(vii) The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(viii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(ix) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two managers provided that, if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, the Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

Art. 10. Liability of the managers.

10.1. The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

13.5. In case the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five, the annual General Meeting of the Company shall be held each year on the first Tuesday of June each year at 3.00 pm at the registered office of the Company, and if such day is not a day on which banks are opened for general business in the city of Luxembourg (i.e. a Business Day), on the next following Business Day at the same time and place.

13.6. The annual accounts must be filed with the Luxembourg Register of Commerce and Companies within the month of their approval by the annual General Meeting and at the latest within seven months after the date of closing of the financial year.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

14.2. The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and decreased by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2014.

Subscription and payment

Thereupon,

AESI (Holdings) II, L.P., represented as stated above, subscribes to fifteen thousand (15,000) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in an amount of fifteen thousand euro (EUR 15,000).

The amount of fifteen thousand euro (EUR 15,000) is at the Company's disposal and evidence thereof has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR1,200.-).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following persons are appointed as class A managers of the Company for an indefinite period:
 - Jill Silverman, born on March 17, 1978 in Massachussets, United States of America, with professional address at 9 West 57th Street, 41st Floor, New York, New York 10019, United States of America; and
 - Joseph D. Glatt, born on June 21, 1973 in New Jersey, United States of America, having his professional address at 9 West 57th Street, 41st Floor, New York, New York 10019, United States of America.
2. The following persons are appointed as class B managers of the Company for an indefinite period:
 - René Beltjens, born on September 17, 1961, in Etterbeek, Belgium, having his professional address at 5, rue Guillaume Kroll L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - Laurent Ricci, born on September 14, 1972, in Thionville, France, having his professional address at 5, rue Guillaume Kroll L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
 - Michael Robert Kidd, born on April 18, 1960, in Basingstoke, County of Hampshire, United Kingdom, having his professional address at 44, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
3. The registered office of the Company is set at 44, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, who has signed it together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix novembre,

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

AESI (Holdings) II, L.P., un partenariat limité (limited partnership) établi et enregistré sous les lois des Iles Caïmans, dont le siège social se situe à c/o Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Caïmans, inscrite au Registre de Commerce des Iles Caïmans sous le numéro MC-78165,

représenté par Flora Gibert employée, ayant sa résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resta annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "AESI II Holdings (Lux) S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations,

créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à quinze mille euros (EUR 15.000), représenté par quinze mille (15.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de tout gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion avant ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés sous réserve du cas où les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B et où le Conseil ne délibère et n'agit alors valablement que si au moins un gérant de classe A soit présent ou représenté et qu'au moins un gérant de classe B soit présent ou représenté.

(vi) Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, pourvu que, si les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, les décisions du Conseil soient adoptées par les votes affirmatifs d'au moins un gérant de classe A présente ou représentée et d'au moins un gérants de classe B présente ou représentée.

(vii) Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(viii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(ix) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux gérants sous réserve du cas où les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, où la Société est alors engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

13.5. Lorsque le nombre d'associés de la Société dépasse vingt-cinq associés, l'Assemblée Générale annuelle de la Société se tiendra chaque année le premier mardi du mois de juin à 15h00 au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un Jour Ouvrable), le Jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

13.6. Les comptes annuels doivent être déposés au Registre du Commerce et des Sociétés endéans le mois de leur approbation par l'Assemblée Générale annuel et au plus tard endéans les sept mois suivant la date de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Sur ces faits,

AESI (Holdings) II, L.P., représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à quinze mille (15.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de quinze mille euros (EUR 15.000).

Le montant de quinze mille euros (EUR 15.000) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de classe A de la Société pour une durée indéterminée:
 - Jill Silverman, née le 17 mars 1978 dans le Massachussets, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 9 West 57th Street, 41st Floor, New York, New York 10019, Etats-Unis d'Amérique; et,
 - Joseph D. Glatt, né le 21 juin 1973 dans le New Jersey, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 9 West 57th Street, 41st Floor, New York, New York 10019, Etats-Unis d'Amérique.
2. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de classe B de la Société pour une durée indéterminée:
 - René Beltjens, né le 17 septembre 1961 à Etterbeek, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
 - Laurent Ricci, né le 14 septembre 1972 à Thionville, France, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
 - Michael Robert Kidd, né le 18 avril 1960 à Basingstoke, County of Hampshire, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 44, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

3. Le siège social de la Société est établi au 44, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52806. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg, le 24 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176682/523.

(140202924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Rw Wentworth, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 188.759.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of September

Before Us, Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

- «Reignwood Europe Holdings S.à r.l.», a Luxembourg company with registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade register under number B 184820.

Here represented by Mr. Regis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg),

By virtue of a proxy given under private seal,

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to:

I. state that he is the sole shareholder (hereafter referred to as the "Sole Shareholder") of RW Wentworth, a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office set at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 188759, incorporated by a deed of Maître Hellinckx, on 11 July 2014, in course of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereafter referred to as the "Company").

II. record the following resolutions which have been taken in the best corporate interest of the Company, according to the agenda below:

Agenda

1. Modification of the financial year of the Company;
2. Modification of the article 18 of the articles of association of the Company; and
3. Any other business.

First resolution

The Sole Shareholder DECIDES to change the financial year of the Company so that the financial year will start on the first day of April of each year and will end the thirty-first day of March of the next year.

However, the first financial year of the Company, which began on the 11th July, 2014, will end on the thirty-first day of March of the next year.

Second resolution

As a consequence, the Sole Shareholder DECIDES to amend article 18 (the “Financial year”) of the articles of association as follows:

“The financial year begins on the first day of April of each year and ends on the thirty-first day of March of the next year.”

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this amendment of articles has been estimated at about one thousand five hundred Euros (1,500.- EUR).

With no other outstanding points on the agenda, and further requests for discussion not forthcoming, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Made in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le vingt-trois septembre.

Pardevant Me Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

- «Reignwood Europe Holdings S.à r.l.», une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184820;

dûment représenté par Mr. Regis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, en vertu d’une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte du comparant et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l’enregistrement.

Lequel comparant, agissant ès-qualité, déclare et demande au notaire:

I. d’acter qu’il est l’associé unique (ci-après l’«Associé Unique») de la société à responsabilité limitée RW Wentworth, ayant son siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188759, constituée suivant acte reçu par Maître Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 11 juillet 2014, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après la «Société»).

II. enregistrer les résolutions suivantes qui ont été prises dans l’intérêt de la Société, conformément à l’agenda ci-dessous:

Ordre du jour

- 1.- Modification de l’exercice social de la Société;
2. Modification de l’article 18 des statuts de la Société;
3. Divers.

En conséquence, sur base de l’agenda ci-avant, l’Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L’Associé Unique DECIDE de modifier l’exercice social de la Société afin d’avoir son exercice social commençant le premier jour du mois d’avril de chaque année et se terminant le trente-et-un mars de l’année suivante.

Cependant, le premier exercice social de la Société, ayant commencé le 11 juillet 2014 se terminera le trente-et-un mars de l’année suivante.

Deuxième résolution

En conséquence, l’Associé Unique DECIDE de modifier l’article 18 des statuts («Année Sociale») comme ceci:

«L’exercice social commence le premier jour du mois d’avril de chaque année et se termine le trente-et-un mars de l’année suivante.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de la modification des articles au droit fixe d'enregistrement, s'élève à environ mille cinq cents Euros (1.500.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et aucune demande supplémentaire de discussion n'ayant lieu, le président lève la séance.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte, le notaire le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: R. GALIOTTO et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1^{er} octobre 2014. Relation: LAC/2014/45612. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176456/104.

(140201988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Fidocom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5366 Munsbach, 3, rue Henri Tudor.

R.C.S. Luxembourg B 99.845.

Les comptes annuels au 31/12/2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 10 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175331/10.

(140201107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

HECF Marienstrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 133.433.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Isabelle Pairon.

Référence de publication: 2014175387/10.

(140200655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Eurofins Special Nutrition Testing LUX Holding, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 173.829.

La société prend acte que la nouvelle adresse du siège social de son associé Eurofins Food Testing LUX Holding S.à r.l., numéro d'immatriculation B122863, se situe désormais au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Eurofins Special Nutrition Testing LUX Holding S.à r.l.

Référence de publication: 2014175287/12.

(140201146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.
